

## Campagne électorale 2014 de Québec solidaire

### **Il ne suffit pas de dire non, il faut ouvrir l'horizon**

La dernière campagne électorale de 2012 a été imbriquée avec le Printemps érable. La présente campagne, à sa façon tente obscurément d'en tirer le bilan au point même que Québec solidaire s'en réclame. Est-ce le bon bilan ? La campagne électorale vient de débiter avec des partis fédéralistes à l'offensive et des partis se réclamant de la souveraineté du Québec en mode réactif. Comment le parti de gauche peut-il passer à la contre-offensive sans remettre en question des années d'élaboration démocratique de sa plate-forme par frilosité électoraliste ce qui le laisse sans arguments solides face aux attaques ciblées de l'adversaire ? Et si la solution de cette équation se trouvait embusquée dans un bilan lucide du Printemps érable qui tel un projecteur jetterait sa lumière sur un élément clef de la plate-forme, la gratuité du transport collectif.

#### **Tirer les leçons du mouvement des places et du Printemps érable**

Le cycle du mouvement des places et des explosions populaires, commencé à la fin 2010 en Tunisie, rebondit en Ukraine et en Bosnie. Sauf exception, dont celle bosniaque, la droite et la droite extrême ont récolté jusqu'ici les fruits de cette révolte de masse. La gauche partidair, même en Bosnie, a été aux abonnés absents ou marginaux. La droite, surtout celle extrême, n'a pas craint de présenter des projets de sociétés réactionnaires et d'employer des méthodes (contre-)révolutionnaires remportant (momentanément) l'adhésion populaire. La gauche institutionnelle, quand elle ne faisait pas partie du problème, comme en Tunisie ou au Brésil, est restée sur le bord de la patinoire. Celle anticapitaliste a été incapable de présenter des alternatives, se payant même le luxe de souvent se présenter en ordre dispersé.

Au Québec, lors du Printemps érable, Québec solidaire (et le PQ) n'ont pas manqué de profiter du mouvement au moment de la campagne électorale de l'été 2012, coup que tente encore de refaire la direction Solidaire dans la présente campagne. S'est-on cependant interrogé sur le fait que leurs scores électoraux respectifs aient si peu grimpé ? Beaucoup de participantes ont constaté que ces deux partis, prompts à récolter la mise, n'ont nullement contribué à sortir le mouvement de l'impasse quand la grève étudiante a commencé à s'épuiser en avril face à un gouvernement intransigeant s'appuyant sur un patronat peu affecté économiquement par la grève. Le moment était venu d'un appel public à la « grève sociale » demandé par la militance, même au sein du mouvement syndical. Inutile de compter sur le PQ déjà mal à l'aise à porter le carré rouge et qui l'abandonnera le moment électoral étant venu.

On attendait la direction Solidaire surtout lors de son congrès pré-électoral de la fin avril 2012. Elle se tut, elle et son Intersyndicale, ne donnant même pas officiellement la parole à des porte-parole grévistes pourtant très nombreuses à ce congrès survolté. Cette immense mouvement se termina en queue de poisson dans la chaleur estivale ne réussissant pas à maintenir le statu-quo du gel des frais de scolarité même s'il évita le pire d'une hausse drastique. La montagne d'une aspiration à un autre Québec, particulièrement visible lors de la grande manifestation du Jour de la terre du 22 avril 2012, accoucha d'une souris et de lendemains amers, ce que vinrent confirmer les décevants résultats électoraux. S'il y a une leçon à tirer de tous ces grands soulèvements, dont celui québécois, c'est bien l'aspiration populaire à une alternative en rupture avec le capitalisme fauteurs de crises économique, écologique et démocratique.

S'il y a une leçon à tirer à propos du que-faire en période électorale c'est bien de présenter haut et fort cette alternative de rupture afin de commencer à recréer les conditions d'une nouvelle grande mobilisation qui, au-delà de revendications immédiates plus audacieuses que le maintien du statu-quo, a besoin d'un horizon stratégique. Au Québec, il appartient à Québec solidaire de présenter cet horizon et de contribuer à élaborer cette plate-forme revendicative qui mène à bon port. S'il y a un moment privilégié de le faire, c'est bien celui des élections. Comme le montrent les résultats des élections municipales à Seattle et celles législatives en Argentine en novembre

2013, une telle radicalité pourrait même devenir électoralement rentable.

## **Offensive de droite et défensive de gauche**

Jusqu'ici, en ce début de campagne électorale, on a attendu parler du plan économique du PQ suppurant le pétrole sale et bradant hydroélectricité et pelletant rabais d'impôt aux entreprises. Ont suivi durant la première semaine, ceux des Libéraux et de la CAQ. PLQ et CAQ n'ont pas pris de temps à faire connaître leurs plans économiques. La valse des emplois et des milliards du premier fait concurrence au tango des baisses d'impôt et de tarifs du second. L'un et l'autre s'en remettent essentiellement au libre marché pour créer des emplois avec un coup de pouce de l'État, soit des investissements supplémentaires en infrastructures pour le premier soit des dépenses supplémentaires des contribuables fiscalement soulagés pour le second. Personne ne parle des symétriques coupures nécessaires pour arriver à l'équilibre budgétaire lesquelles coupures annuleront l'effet création d'emploi. Les gagnants de ce lancer du boomerang seront soit les entreprises soit les contribuables les plus fortunés au détriment des coupables habituels, ceux et surtout celles au bas de l'échelle sociale.

Québec solidaire préfère pour l'instant se barder dans le non aux coupures et au pétrole du PQ qui laisse faire Enbridge et Trans-Canada, et même Suncor annonçant des convois ferroviaires de pétrole bitumineux, toutes ces entreprises étant patronnées par le gouvernement fédéral. Certes, il faut d'abord dire un non ferme au PQ... sans oublier les deux partis de l'alternance quelque peu laissés dans l'ombre par la critique Solidaire, particulièrement le populisme caquiste envers lesdites classes moyennes. Après le côté face, on annonce le côté pile prochainement quand on rendra public le cadre financier. Soit, attendons mais ce n'est guère rassurant. En 2012, plan vert et cadre financier avaient coupé les ailes à la plate-forme électorale qui n'a pas encore été rendue publique pour cette élection-ci. Avouons que ce n'est pas la grande démocratie quand un cadre financier concocté en haut de la pyramide avec l'aide de mystérieux consultants vient damer le pion à la plate-forme élaborée par en bas.

## **Où se cache la plate-forme électorale ?**

Quand on est un petit parti contestataire avec une orientation politique inconnue du grand public, ne faut-il pas révéler à la face du monde dès qu'elle est prête cette plate-forme gardée malencontreusement secrète par la direction actuelle ? On comprend cette approche marketing de la part de partis de droite qui ne peuvent se distinguer substantiellement quant au fond et qui doivent se rattraper par des campagnes d'image, de slogans et des formules punch. Une brève campagne de 30 jours suffit amplement pour cette commercialisation de la politique. Mais c'est là un moule qui tue un parti de gauche qui veut être une alternative et non une alternance Dupont et Dupond. On aurait souhaité une mise à jour de la plate-forme électorale de 2012 débattue à la base et votée au Conseil national de l'automne 2013 qui, au dire de maintes militantes, a été plutôt politiquement vide. Qu'ensuite elle soit immédiatement rendue publique, quitte à faire des ajustements conjoncturels au besoin, mise à la une du site web et disponible en texte imprimé.

Avec un budget électoral du parti d'environ deux millions \$, on se dit que l'élection venue, la plate-forme pourrait être distribuée par la poste dans les circonscriptions prioritaires et même bien au-delà. Cette distribution pourrait s'accompagner d'une invitation à une session de discussion genre assemblée de cuisine. Ne serait-ce pas là un moyen efficace d'identifier non seulement des électrices mais surtout des militantes prêtes à construire le parti dans les urnes et dans la rue ? Cette façon de faire autrement une campagne pourrait être approfondie par une combinaison de l'urne et de la rue chaque fois que l'occasion s'en présente. Malheureusement, il n'a pas été possible de mobiliser le parti pour un huit mars militant faute d'occasion. Reste la possibilité de répondre massivement à l'invitation de *Ensemble contre la Charte xénophobe* appuyé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) pour une manifestation ce

21 mars prochain. Une autre occasion serait cette grande manifestation nationale contre les mesures d'austérité et pour un budget plus égalitaire convoquée par l'ASSÉ ce 3 avril prochain.

### **Quoi rétorquer au nationalisme pétrolier du PQ ?**

On peut extraire de la plate-forme électorale un ensemble de revendications non seulement aptes à être reprises par la rue, dont elle s'inspire, mais aussi qui forme un tout suffisamment cohérent, quoique fort incomplet, pour esquisser l'horizon d'une alternative de rupture (voir l'annexe 1 pour des extraits qui me semble les plus pertinents). Très peu des points de cette plate-forme ont jusqu'ici été publicisés par la campagne nationale du parti.

Cette faiblesse s'est manifestée entre l'échange épistolaire entre la candidate Solidaire de Ste-Marie-St-Jacques et son rival péquiste dans les jours précédents et suivants le déclenchement de la campagne. Au-delà de la facile même si nécessaire critique de la politique pétrolière du PQ, la candidate Solidaire a proposé en contre-parti « *des mesures draconiennes seront nécessaires pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles et il y a urgence à lutter contre les changements climatiques. [...] accélérer le virage vert en stimulant l'innovation environnementale, cesser de soutenir massivement les industries les plus polluantes et protéger des joyaux de notre territoire comme l'île d'Anticosti et notre fleuve Saint-Laurent.* » (Manon Massé, [Libre opinion - Quand Daniel Breton rappelle Jean Charest](#), Le Devoir, 28/02/14)

Avec un pareil degré de généralité et d'imprécision, il a été facile au député péquiste de lui faire une convaincante réplique claire, nette et précise malgré une enflure tant nationaliste que du côté de l'utilisation des données incluant la totalité des budgets du transport collectif et de l'efficacité énergétique (Daniel Breton, [Libre opinion - Où prendrons-nous le pétrole?](#), Le Devoir, 6/03/14). Quant à être obligé d'importer du pétrole sale au détriment de notre balance des paiements, d'argumenter le député expert en la matière, vaut mieux le produire soi-même. Quant à sortir du pétrole, d'ajouter celui-ci chiffres à l'appui, les politiques gouvernementales vont nettement dans ce sens. Le député a certes oublié le haut risque économique de cet investissement étatique, qui étonne l'industrie pétrolière elle-même, étant donné la faible possibilité d'une exploitation rentable de ce pétrole de schiste. Il a aussi passé outre sur les risques environnementales de polluer la perle du Golfe St-Laurent et le Golfe lui-même. Reste que son argumentaire porte.

### **La réponse de fond réside dans la plate-forme complétée du mémoire sur l'énergie**

Une réponse de fond à cette réplique, politiquement absolument nécessaire, doit faire appel à la plate-forme et au programme. Au-delà du non à l'exploitation du pétrole et du gaz y inclus ceux conventionnels, le but du parti est de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020 et de 95 % d'ici 2050. Il est aussi de mettre en place une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 sans faire de chichi sur certains sous-secteurs résiduels d'ordre international, sur lesquels un Québec indépendant serait bien plus en mesure d'intervenir que le Canada bitumineux, et sur l'usage non énergétique des hydrocarbures non pris en compte dans cet objectif (et auquel il faudra bien s'attaquer). La crise climatique oblige cette intransigeance tout comme le duo auto-bungalow qui rend invivable la ville, insolubles les ménages prolétaires et percluse de chômage l'économie québécoise. Non seulement la direction Solidaire a jusqu'ici caché ces objectifs mais elle a plutôt repris à son compte ceux du PQ !

La plate-forme propose les grands moyens pour y arriver :

- nationalisation complète ou partielle des secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et des transports ce qui permettrait d'importer (temporairement) seulement du pétrole conventionnel, de préparer la reconversion industrielle des deux raffineries québécoises et des réseaux de distribution, d'accélérer l'électrification, avec recherche à l'appui, du réseau

ferroviaire et du transport lourd et collectif par la route, et d'en finir avec le chantage des grands consommateurs d'électricité, telles les alumineries ;

- lancer un vaste programme d'efficacité énergétique comprenant tant la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels ;

Le comité thématique sur l'environnement de Québec solidaire, en se basant sur le programme et la plate-forme du parti largement cités, a produit pour la Commission sur les enjeux énergétiques un mémoire qui aborde en détails cette question des moyens cristallisés en 27 recommandations ([Le Québec, une nation phare pour le monde](#), octobre 2013). L'annexe 2 ci-contre reproduit la dernière partie de l'introduction. Toutefois, la direction du parti a renié ce mémoire refusant de le mettre à la disposition des membres même par intranet et allant jusqu'à exiger de son site web officieux, Presse-toi-à-gauche, de le retirer. Le malencontreux résultat aboutit à l'incapacité de damer le pion aux ténors péquistes suffisamment informés pour aller au-delà des lieux communs. Ceci dit, reste à faire une analyse quantitative que seul est en mesure de conduire une organisation spécialisée. Serait-ce trop demander à la direction du parti de faire faire cette expertise au lieu de payer un institut de recherche pour accoucher d'un cadre financier se substituant à la plate-forme et une firme de marketing pour élaborer de retentissants slogans vides de sens ?

### **Ne pas tromper l'électorat qui sait « se servir de sa tête »**

Il faut bien saisir la portée de mettre fin à la tactique de se contenter de la critique de l'adversaire tout en restant brumeux sur sa propre stratégie, ce qui amène à marginaliser la plate-forme. Remettre la plate-forme à l'avant-scène suppose d'admettre et d'être fier de la radicalité antilibérale du parti, de bien expliquer que la cohérence de la plate-forme suppose une rupture avec le Canada néolibéral en faveur d'un Québec « *juste, vert et libre* » si on veut donner de la substance aux slogans creux de l'actuelle campagne électorale. Il ne faut pas se le cacher ni surtout tromper l'électorat. La dynamique de l'enclenchement du processus indépendantiste par l'assemblée constituante provoquera une dure dynamique de l'affrontement jusqu'à et y compris l'option militaire. Ce clash des titans nécessitera à terme une prise de contrôle public du haut de la pyramide économique. Au-delà de la « *création d'une banque publique* » contenue dans la plate-forme, certes un bon début, il y faudra l'expropriation sans indemnité de tout le système financier pour atteindre le plein emploi écologique. Ayons confiance que le peuple québécois, si on est clair et limpide avec lui, saura, « *pour l'amour du Québec, se servir de sa tête.* »

### **Le potentiel subversif de la gratuité**

C'est donc dire que la substantifique moelle de cette campagne reste une occasion en or pour créer les « conditions gagnantes » d'un soulèvement populaire qui déborde le niveau atteint par le Printemps érable grâce à la montée d'une « grève sociale » créant le rapport de force pour arriver à cette indépendance libératrice et émancipatrice. Le moteur revendicateur de ce Printemps, édulcoré par la revendication du gel, a été la revendication de la gratuité scolaire. La revendication générale de la gratuité, familière dans les secteurs de la santé et de l'éducation, recèle un évident contenu subversif de la domination du marché sous le contrôle du grand capital, ce qui explique sa popularité inhérente. La revendication de la plate-forme du « *transport collectif gratuit sur dix ans* » possède cette capacité explosive. Elle signifie beaucoup plus que son contenu économique de susciter une forte demande de transport public électrifié forçant l'offre à suivre et susceptible de provoquer un mouvement d'abandon de la propriété privée de l'automobile individuelle (mais non nécessairement du recours, pour certains usages restreints, à un communauto communautaire-public électrifié).

La gratuité du transport public incite à la création terriblement absente d'un grand mouvement

écologique populaire au-delà des actuelles grandes ONG environnementales nationales peu ambitieuses et à l'horizon borné. L'urgence écologique est contradictoire avec l'absence d'un tel grand mouvement que ne peuvent pas remplacer les occasionnels grands rassemblements sans lendemain du Jour de la terre d'une multitude non organisée. Tel est le chemin de la libération nationale et de l'émancipation sociale du peuple québécois. La tâche principale de l'actuelle campagne Solidaire est de contribuer à mettre en branle ce grand mouvement en popularisant cette gratuité du transport public ce que le parti Vert replié sur Montréal et se proclamant écosocialiste suite à une mue de gauche, a commencé à faire avec des moyens médiatiques cependant très limités.

Marc Bonhomme, 9 mars 2014

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

#### ANNEXE 1 : Points saillants mobilisateurs de la plate-forme électorale

- gratuité scolaire, abolition du financement des écoles privées, 1000 profs de plus à l'université et l'équivalent au niveau primaire/secondaire en termes de ratio et de soutien ;
- création de toutes les places requises en garderie ;
- un médecin pour chaque personne, éliminer la taxe-santé, Pharma-Québec, le doublement du budget du soutien à domicile ;
- transport collectif gratuit sur dix ans ;
- salaire minimum au niveau du seuil de faible revenu (soit environ 13.00\$ l'heure en 2013 sur la base d'une semaine de 35 heures) ;
- accréditation multi-patronale, interdiction des lock-out et des injonctions, minimum de trois semaines de vacances, quatre après deux ans et cinq après cinq ans ;
- un revenu minimum garanti de 12 660 \$, 50 000 logis sociaux (sur 5 ans ?) ;
- embauche de membres des communautés culturelles et de personnes immigrantes dans la fonction publique au prorata de leur nombre dans la population ;
- accès à au moins quatre manifestations culturelles professionnelles pour les élèves du primaire et du secondaire ;
- assemblée constituante paritaire avec référendum (dans le premier mandat ?) ;
- accord des communautés autochtones pour tout projet de développement sur leur territoire ;
- non à l'accord de libre-échange avec l'Union européenne ;
- application de la Charte de la langue française aux entreprises de 10 employés et plus ;
- un mode de scrutin mixte et compensatoire avec plancher de 2%, parité femme-homme de l'Assemblée nationale, droit de rappel, référendum populaire, élection des préfets de MRC, droit de veto des municipalités sur les projets miniers ;
- création d'une banque publique ;
- nationalisation complète ou partielle (participation majoritaire de l'État avec obligation de transfert technologique et de formation de la main-d'œuvre) des entreprises dans les secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et des transports ;
- création d'un organisme indépendant de surveillance et d'enquête sur l'activité policière, abrogation de loi ou règlement limitant abusivement (sic) la liberté de réunion pacifique ;
- limiter tout recours supplémentaire à l'hydroélectricité et réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020 et de 95 % d'ici 2050 ;
- mettre en place une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 ;
- interdire l'exploration et la production d'énergies fossiles et d'énergie nucléaire ;
- s'opposer à tout transport de pétrole ou de gaz non conventionnel (pétrole de schiste, gaz

de schiste, pétrole en provenance des sables bitumineux) sur le territoire québécois, que ce soit par train, oléoduc, gazoduc, bateau ou transport routier ;

- lancer un vaste programme d'efficacité énergétique comprenant tant la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels ;
- fixer un objectif minimal de 20 % d'aires protégées réparties proportionnellement dans les régions écologiques du Québec ;
- la souveraineté alimentaire, l'étiquetage de produits locaux et ceux OGM ;
- favoriser l'utilisation maximum et la densification des zones déjà construites, tout en préservant les milieux humides et les forêts en milieu urbain, établir une ceinture verte autour des grands centres urbains de manière à en limiter l'étalement ;

ANNEXE 2 : Conclusion de l'introduction du mémoire de la Commission thématique sur l'environnement pour la Commission sur les enjeux énergétiques

## **La réduction de 40% des GES d'ici 2020 est possible si on est audacieux**

La Commission suggère quelques cibles pour y arriver : conversion de 100 000 logements du mazout ou gaz naturel à l'électricité sur une possibilité de 650 000 ; convertir à l'électricité 31 000 bâtiments mais sans pointer du doigt le sous-secteur commercial et institutionnel, pourtant le plus mauvais élève avec une hausse de près de 20% des émanations de GES sur 20 ans<sup>1</sup> car il « utilise largement les combustibles fossiles pour le chauffage des bâtiments »<sup>2</sup> ; retirer de la route ou convertir à l'électricité 2.1 millions d'autos ou de camions légers (près de 50% du parc) mais sans rien proposer pour le transport collectif ; et réduire des deux tiers les émissions des alumineries.<sup>3</sup>

L'urgence climatique réitérée par le cinquième rapport du GIEC commande plutôt d'atteindre non pas la borne inférieure de la fourchette de 25% pour les anciens pays industrialisés, responsable historique de la catastrophe appréhendée, mais la borne supérieure, soit « de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990 d'au moins 40 % d'ici 2020, et de 95% d'ici 2050 [et] d'abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 » comme le propose Québec solidaire dans sa plate-forme électorale de 2012 et aussi dans son programme.

Comme notre parti le propose, il suffirait de parachever les propositions de la Commission par un programme de rénovation écoénergétique de tous les bâtiments résidentiels, institutionnels et commerciaux, d'un virage à 180 degrés vers le transport collectif électrifié des personnes et vers celui des marchandises par rail et par cabotage aux dépens de l'automobile et des camions lourds. Il faudrait aussi être plus exigeant envers les entreprises car « les analyses d'efficacité énergétique démontrent l'existence d'un fort potentiel de gains énergétiques à réaliser dans le secteur industriel [...] En mars 2013, 2057 sites industriels avaient obtenu une certification ISO 50001 [performance énergétique], alors qu'on ne compte qu'un seul site certifié au Québec. »<sup>4</sup> Comme le rappelle la Commission : « ...au début des années 1980, le Québec a réussi à changer ses habitudes de consommation de pétrole de façon radicale [...] soit une chute de 41 % en neuf ans. »

1Gouvernement du Québec, Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et leur évolution depuis 1990, tableau 1

2Gouvernement du Québec, Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et leur évolution depuis 1990, page 17

3Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, Document de consultation, page 56

4Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, Document de consultation, pages 34 et 57

